Les proies de la CPI

La Cour pénale internationale a lancé vingt mandats d'arrêt au total. Parmi eux, cinq poids lourds.

- Justice internationale -

Libération - 13/03/12 - Par C.B.

Chargée depuis son entrée en fonction en 2003 de juger les auteurs présumés de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre, la Cour pénale internationale (CPI), basée à La Haye (Pays-Bas), a lancé vingt mandats d'arrêt au total, tous dans sept pays d'Afrique. Le premier de ces mandats visait le chef de milice congolais Thomas Lubanga, accusé d'enrôlement d'enfants soldats, qui sera fixé sur son sort ce mercredi.

Parmi les autres suspects toujours poursuivis, pour certains arrêtés et en cours de jugement, figurent notamment :

Laurent Gbagbo ex-président ivoirien

Premier ex-président à être remis à la CPI, Laurent Gbagbo, 66 ans, a été visé par un mandat d'arrêt après les violences qui ont suivi la présidentielle de novembre 2010 en Côte-d'Ivoire. Il est poursuivi pour quatre chefs de crimes contre l'humanité : « meurtres, viols et autres violences sexuelles, actes de persécution et autres actes inhumains ». Incarcéré dans la prison de Scheveningen, près de La Haye, il a déjà comparu devant le tribunal en décembre.

— > Lire ici

Omar el-Béchir président soudanais

Sous le coup d'un mandat d'arrêt depuis le 4 mars 2009, El-Béchir est accusé de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide au Darfour. Ce qui ne l'empêche pas d'être toujours en fuite, et au grand jour : après avoir visité le Qatar, l'Egypte, le Tchad, Djibouti et le Kenya sans être arrêté, il a été reçu en janvier à Tripoli (Libye) par les nouvelles autorités du pays.

— > Lire ici

Saïf al-Islam Kadhafi dauphin de l'ex-dictateur libyen (Photo prise le 10 mars 2011. Photo Reuters)

Sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI, arrêté en novembre, le fils et dauphin du dictateur défunt pourrait toutefois être jugé en Libye, où il est pour l'heure gardé sous les verrous.

Son père Muammar al-Kadhafi, également objet d'un mandat d'arrêt, a été tué le 20 octobre à Syrte. La CPI a demandé des éclaircissements au gouvernement de transition libyen sur les circonstances de sa mort, qui pourraient relever du crime de guerre.

— > Lire ici

Jean-Pierre Bemba ex-vice-président de la République démocratique du Congo

Ancien chef du Mouvement de libération du Congo (MLC), le « petit Mobutu », ainsi qu'il était surnommé, a été arrêté à Bruxelles en mai 2008 et est jugé depuis le 22 novembre 2010 pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Selon l'accusation, le MLC de Bemba a commis, sur les instructions de son chef, des viols, des meurtres, des

tortures et des pillages entre octobre 2002 et mars 2003.

— > Lire ici

Joseph Kony rebelle ougandais

Leader de l'Armée de résistance du Seigneur, il est visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale depuis 2005, pour une série d'atrocités (mutilations de civils, enlèvements d'enfants transformés en soldats...) commises dans le nord de l'Ouganda et au sud du Soudan durant dix-huit ans. Il est toujours recherché.

Début mars, une vidéo intitulée « Kony 2012 », postée sur YouTube par l'ONG américaine Invisible Children, et qui décrit les méfaits de Joseph Kony, a ainsi été vue par plus de 50 millions de personnes et a généré des centaines de milliers de dollars de dons.

— > Lire ici